



Thierry Pouch

La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation

Choiseul, 2010, 250 p.

Le terme de « guerre », qui figure dans le titre de cet ouvrage, est bien au centre du propos de Thierry Pouch qui vise à montrer en quoi les échanges agricoles ont conduit les États à un véritable état de « guerre » commerciale, bien éloigné des attributs idéaux du libre-échange : gains de bien-être et paix entre les Nations. Il propose ainsi une analyse des échanges commerciaux, et des politiques agricoles en particulier, à travers la grille d'analyse de la *géoéconomie*, « *espace dans lequel peuvent se déployer les rivalités économiques et commerciales et les stratégies de pénétration des marchés* ».

L'ouvrage est articulé autour de trois grandes parties. Dans la première, « *Pourquoi y a-t-il des politiques agricoles ?* », l'auteur montre l'ancienneté des débats autour du statut et des spécificités des productions agricoles dans les échanges commerciaux. Il effectue pour cela un détour essentiel par l'histoire de la pensée économique « *prise comme un ensemble de doctrines, c'est-à-dire comme des réponses théoriques apportées à des objectifs politiques* ». Il propose une analyse globale et combinée de l'évolution des positions politiques et académiques, – en particulier de celle de David Ricardo – autour du commerce des produits agricoles et de ses déterminants.

Le processus d'ouverture commerciale de l'Angleterre est présenté jusqu'à son aboutissement avec l'abrogation des *Corn Laws*, lois encadrant le commerce des grains, en le replaçant en particulier dans le contexte d'industrialisation du pays : « *ces deux processus s'enchevêtrent et s'adosent à un contexte théorique dont la fonction est de répondre aux intérêts économiques et politiques de la classe dirigeante du moment, à savoir la bourgeoisie industrielle montante* ». L'auteur explicite ainsi notamment l'articulation entre l'évolution des questions agricoles et les rapports entre différentes classes sociales, aristocrates propriétaires fonciers, industriels, ouvriers. Le cas de la France, ayant au contraire opté pour une protection de son secteur agricole, du fait notamment d'une structure de la propriété foncière beaucoup plus atomisée, est également détaillé.

L'auteur revient ensuite sur la construction des politiques agricoles « modernes », notamment de la politique agricole américaine, dotée de nombreux instruments développés en particulier après la crise de la fin des années 1920, et de la politique agricole européenne, construite dans un contexte de guerre froide, dans un souci d'indépendance alimentaire européenne vis-à-vis des pays de l'Est. Cette partie se termine alors par un essai de définition des politiques agricoles, qui peuvent être vues sous différents angles, dont celui des rivalités commerciales. Dans cette optique, une politique agricole peut être définie comme « *un ensemble d'instruments économiques permettant aux États et donc à leurs agriculteurs et à leurs industries agroalimentaires, de préserver ou d'élargir la compétitivité interne et externe de leurs produits agricoles et alimentaires, et de dégager des parts de marché au détriment de leurs principaux concurrents* ».

La deuxième partie de l'ouvrage, « *Les échanges agricoles, la montée des tensions* », retrace la genèse des rivalités croissantes entre l'Europe et les États-Unis dans un contexte d'érosion des parts de marché de ces derniers, qui ont conduit à l'intégration de l'agriculture dans les accords du GATT, aboutissant aux accords de Marrakech et à la création de l'Organisation mondiale du commerce. On pourra regretter que l'auteur n'intègre que trop peu dans son analyse la dynamique des accords internationaux sur les matières premières qui constituèrent, de l'immédiat après guerre jusqu'au début des années 1980, autant de tentatives pour réguler les marchés internationaux entre exportateurs. Cette profondeur historique supplémentaire ne peut d'ailleurs que conforter la volonté de l'auteur de déployer pleinement la notion de « géoéconomie », pour souligner la recherche de puissance et les rivalités qui s'exercent par le biais des échanges de produits agricoles, et qui, faute de coopération, ne peut aboutir qu'à une situation d'échec comme celle à laquelle sont confrontées les négociations de l'OMC, abondamment détaillées dans cette partie.

Suite notamment aux épisodes récents de crise alimentaire et au contexte de volatilité croissante des prix agricoles, qui ont réaffirmé la dimension stratégique que revêtent les approvisionnements alimentaires, la dernière partie de l'ouvrage est consacrée à « *L'étrange retour de la souveraineté alimentaire* ». Et il est notamment souligné que « *sécuriser l'approvisionnement alimentaire pour un État, c'est repousser le spectre de la disette et par conséquent restreindre le risque de la révolte, laquelle, véritable hantise des pouvoirs, constitue un facteur de décomposition de l'État* ».

Après avoir détaillé différentes facettes que peut recouvrir la recherche de souveraineté alimentaire, avec notamment un volet consacré au phénomène d'accaparement des terres, l'ouvrage ouvre sur les perspectives en matière de politiques agricoles. L'auteur pose la question, suite à une analyse de l'échec du processus de libre-échange, de l'évolution vers la fermeture commerciale des États vis-à-vis des produits agricoles, et des potentialités que pourrait offrir le déploiement de politiques agricoles adaptées pour garantir la sécurité alimentaire nationale. Il pose également la question du devenir du rôle attribué à l'agriculture au sein de l'Union européenne, en discutant l'abandon complet de sa politique agricole et le recours à des importations moins coûteuses ou bien, au contraire, le renforcement de la Politique agricole commune pour préserver et renforcer sa production agricole.

Il s'agit là d'un aperçu du contenu de cet ouvrage, riche, documenté et bien illustré, dont on ne pourrait fournir ici une synthèse détaillée. L'ouvrage souligne en particulier l'intérêt des analyses combinées et conjointes de l'évolution des choix de politiques agricoles et commerciales d'une part, des théories économiques qui cautionnent ou non ces choix d'autre part, et enfin des rapports sociaux au sein de chaque pays, entre les différents acteurs du monde agricole, agroalimentaire, et l'État.

Marie-Sophie Dedieu
Chargée de mission Productions et politiques agricoles
Centre d'Études et de Prospective
MAAPRAT
marie-sophie.dedieu@agriculture.gouv.fr